

Face à la crise Sarkozy mise sur les syndicats



NICOLAS SARKOZY MISE SUR LES SYNDICATS FACE À LA CRISE

Face à la crise et à la montée du chômage en France,

Dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, l'Elysée est devenu le centre névralgique du processus de décision, sous la houlette du très influent conseiller social du chef de l'Etat, Raymond Soubie (voir portrait).

Rompant avec les habitudes de ses prédécesseurs, le président avait reçu les partenaires sociaux dès les premiers jours de son quinquennat, en mai 2007, pour leur proposer de les associer à l'élaboration d'une série de réformes.

Il a multiplié depuis les rencontres avec les dirigeants de la CFDT, de la CGT, de FO, de la CFE-CGC et de la CFTC, séparément, ensemble ou lors de sommets sociaux.

«On n'a jamais vu un président de la République consulter aussi souvent les organisations syndicales en France», souligne Guy Groux, du centre de recherches politiques de l'Institut de sciences politiques de Paris, le Cevipof.

«Il y a une sorte de désacralisation des rapports entre le président de la République et les directions syndicales, ce qui est incontestablement nouveau», ajoute-t-il.

Les responsables syndicaux font état d'échanges «directs» et «sans protocole» avec Nicolas Sarkozy.

Dans un livre qui lui a valu d'être un temps en froid avec l'Elysée, le patron de la CFDT, François Chérèque, raconte les tentatives du chef de l'Etat d'établir une connivence, lors de déjeuners au restaurant ou à sa résidence de la Lanterne.

RAPPROCHEMENT AVEC LA CGT

Mais c'est sans doute avec le leader de la CGT, Bernard Thibault, que Nicolas Sarkozy appelle par son prénom, selon un ministre, que le rapprochement a été le plus spectaculaire.

«Il y a toujours des relations très confiantes avec la CFDT. Mais on a instauré pour la première fois des relations de même nature avec la CGT», explique Raymond Soubie.

Quand ce n'est pas avec Nicolas Sarkozy, c'est avec son conseiller social que les dirigeants syndicaux traitent.

Ce dialogue continu n'a pas empêché le bras de fer de fin 2007 sur la réforme des régimes spéciaux de retraite ou les accusations de trahison de la parole gouvernementale lors de celle de la semaine de 35 heures, début 2008.

Mais à mi-mandat, s'il y a un front sur lequel Nicolas Sarkozy semble pour le moment gagner son pari, c'est celui-là.

Les dirigeants des grandes centrales syndicales disent certes ne pas être «dupes» de ce qui participe à leurs yeux de la stratégie de communication du chef de l'Etat.

Ils n'en apprécient pas moins qu'il ait repris l'idée de la CFDT d'un Fonds d'investissement social, celle de la CGT d'états généraux de l'industrie, ou obtenu que l'Organisation mondiale du travail soit désormais invitée aux sommets du G20.

Les syndicats ont aussi été associés à la mise en œuvre de l'extension du chômage partiel, pour éviter les plans sociaux, ou au traitement local des restructurations industrielles.

Quitte à crier à la récupération en faisant valoir qu'ils n'ont pas attendu le gouvernement pour signer des accords de chômage partiel dans des entreprises touchées par la crise.

PLUS DURE SERA LA SORTIE DE CRISE

La CGT n'a dit mot lors de la désignation du patron de Veolia Henri Proglio pour prendre la tête d'EDF, si ce n'est pour espérer que son arrivée permettra d'assainir le climat social dans l'entreprise.

Le fait qu'Henri Proglio ait de bonnes relations avec les syndicats a été «un élément» de la décision, confirme l'Elysée.

Les grandes centrales ont-elles indirectement rendu service au chef de l'Etat en canalisant l'expression des salariés lors des journées de manifestations de janvier, mars et mai ?

Une thèse rejetée par François Chérèque : *«Je sais très bien que certains essayent de distiller l'idée dans l'opinion qu'on aurait organisé des manifestations pour empêcher les gens de se révolter. C'est une galéjade»*, a-t-il dit à Reuters.

Le président de la CFE-CGC, Bernard Van Craeynest, n'est cependant pas loin de penser qu'il y a «*une forme de cogestion des risques d'explosion liés à la crise*».

Raymond Soubie se félicite, lui, de ce que les syndicats aient eu «*depuis le début de la crise un comportement totalement responsable*» et qu'ils aient «*condamné les extrémistes*».

«*Il faut comprendre que les syndicats ont besoin d'occuper le terrain contestataire. C'est une de leurs missions et s'ils ne l'occupaient pas, d'autres le feraient*», souligne-t-il.

L'Elysée et la plupart des dirigeants syndicaux n'en récusent pas moins toute idée de «cogestion», terme qui renvoie aux relations entre patronat et syndicats allemands et reste tabou dans le monde syndical français, où il est associé à celle de compromission avec le pouvoir politique.

Tous s'accordent en tout cas à prédire une sortie de crise plus dure à gérer pour le chef de l'Etat que la crise elle-même.

Nicolas Sarkozy «*en est conscient, j'en ai discuté avec lui*», souligne le secrétaire général de FO Jean-Claude Mailly, dont le témoignage recoupe celui d'autres dirigeants.

«*La crise calme les ardeurs et il y a en France un système d'amortisseurs sociaux qui fonctionne*», estime pour sa part un ministre. «*Mais quand les bonus flamberont et quand la bourse remontera, les syndicats retrouveront leur vigueur.*»

Edité par Sophie Louet